

# Pascal Lamy face au cycle de Doha

PORTAIT  
DU NÉGOCIATEUR  
EUROPÉEN  
À LA POURSUITE  
D'UN ACCORD  
SUR LE COMMERCE  
AGRICOLE

« certain nombre de questions ». Chrétien de gauche, donc. Une étiquette qu'il ne renie pas, mais qu'il n'exhibe pas. Même modération à propos de l'appartenance politique : « Je suis socialiste, parce qu'il y a des choses auxquelles je crois, parce que j'ai stalinien. » Vivre à Bruxelles ne l'empêche pas de continuer à militer au PS, et il est disponible « sur le plan du débat des idées, pour faire une plate-forme qui correspond à ce que je crois. »

Il sait que la politique est l'art du compromis, à condition, précise-t-il, d'avoir « une épine dorsale sur un certain nombre de grands sujets ». L'essentiel, insiste Pascal Lamy, « c'est le rapport au réel. Sans cela, c'est de la réflexion, ou de la morale, mais ce n'est pas de la politique ». Au PS comme à Bruxelles, Pascal Lamy s'est acquis une réputation d'homme de rigueur, qui lui a valu plusieurs surnoms, tels le « moine soldat », « l'incorruptible » ou l'« Exocet ». Lui-même se voit « un peu raide. C'est à la fois une question de personnalité, de physique et de principes », reconnaît-il.

Pour lui, les grandes négociations commerciales internationales où les intérêts des Européens affrontent ceux de l'Amérique ou de la Chine, sont à la fois complexes et simples : « A la fin, on "deal" avec quelqu'un, et on tape ou on ne tape pas. Le fait qu'on ait une certaine idée de ce que vaut l'interlocuteur avec lequel on tape, cela peut influencer à la marge, sur la fin, comme au marché aux bestiaux. Disons qu'il y a forcément un moment où votre coefficient personnel s'exprime. »

Ce sera le cas ces jours-ci, alors qu'une étape du cycle de Doha était fixée au 31 mars, date butoir pour un accord intervenue sur les « modalités » agricoles. Le rendez-vous n'a pas été respecté, la belle affaire ! Cela n'empêchera pas la

négociation de se poursuivre, explique Pascal Lamy : « Les propositions de Stuart Harbinson [le président du groupe de travail sur l'agriculture à l'Organisation mondiale du commerce, OMC] ont servi de révélateur des positions des uns et des autres, et c'est donc positif. » La vraie échéance, c'est la conférence ministérielle de Cancun, au Mexique, en septembre : « On y verra suffisamment clair pour savoir si le cycle de Doha peut se terminer ou non en 2004. »

Pendant dix ans, l'actuel commissaire européen a réalisé une synthèse entre ses convictions personnelles, européennes et socialistes, en occupant les fonctions de directeur de cabinet de Jacques Delors, président de la Commission européenne. Ce fut la période des « beaux jours institutionnels de l'Europe », et elle est terminée. Pourquoi ? L'Europe souffrant de « la faible volonté » des Etats membres et de leurs gouvernements d'accorder la priorité nécessaire à la construction européenne, Pascal Lamy prône, une solution radicale : « Si, un jour, il y a un vrai risque de dilution, la bonne réponse, parce que c'est la seule version possible du "noyau dur", c'est une fédération franco-allemande. »

La question importante, estime-t-il, est de savoir si « nos enfants et nos petits-enfants auront leur mot à dire dans les affaires du monde ». Les divisions des Européens lui paraissent en soi contre-productives, mais il ne croit pas que la recherche permanente du consensus soit forcément une mauvaise chose : « La délibération ne nuit pas toujours à la qualité de la décision finale. » En Européen pragmatique, il n'est donc pas inquiet de l'apparition de recrudescence des conflits commerciaux transatlantiques.

Il n'y a pas de « dérive systémique », explique-t-il, mais des cycles, qui résultent largement du cycle politique américain, lequel a tou-

jours été largement influencé par « la relation des Américains au mondialiste et isolationniste. De toute façon, l'Europe et l'Amérique sont condamnées à s'entendre. « Il y a des tensions, mais je crois qu'il y en aura toujours et qu'il faut les gérer. Or nous les gérons d'autant mieux que l'Europe aura une position unique. » Pascal Lamy reconnaît que le fait de voir la liste des pays les moins avancés (PMA) s'allonger depuis vingt ans montre que, quelque part, le système de la gouvernance mondiale est malade.

« Devant le risque de dilution de l'Union, la bonne réponse est une fédération franco-allemande »

Mais il pense qu'une mondialisation bien gérée reste bénéfique pour les pauvres, et que l'OMC est « le socle indispensable d'un développement à peu près maîtrisé ». Il revendique d'avoir agi en ce sens depuis trois ans : les conséquences sur le plan social et environnemental du commerce international ainsi que ses effets sur les pays en développement, affirme-t-il, sont « mieux pris en compte ». La politique commerciale de l'Union, résume-t-il, « ce sont des valeurs et des intérêts, et il faut un bon compromis entre les deux ».

Lui-même, qui doit expliquer et justifier son action aux Etats membres et au Parlement européen, dis-manœuvre, mais il doit garder un « soutien démocratique ».

Laurent Zecchini